



Le Ministre de l'Éducation nationale,  
de l'Enfance et de la Jeunesse,

Vu la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, notamment l'article 6;

Vu le règlement grand-ducal du 3 octobre 2022 déterminant les modalités de l'examen-concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement secondaire, notamment les articles 4 à 6 ;

**Arrête :**

**Art. 1<sup>er</sup>.**- Sans préjudice des dispositions du règlement grand-ducal du 3 octobre 2022 déterminant les modalités de l'examen-concours de recrutement du personnel enseignant de l'enseignement secondaire, et notamment des dispenses prévues à l'article 5, les épreuves préliminaires visant à vérifier les connaissances dans les trois langues usuelles du pays au sens de l'article 6, paragraphe II, de la loi modifiée prémentionnée du 10 juin 1980, comportent les parties suivantes :

**1) Épreuve de luxembourgeois**

a) Épreuve écrite :

Traduction d'un texte luxembourgeois en langue française ou en langue allemande au choix du candidat. L'épreuve présuppose une bonne compréhension de la langue luxembourgeoise. L'épreuve a une durée de deux heures.

b) Épreuve orale :

L'épreuve de luxembourgeois consiste en un entretien dont le sujet est introduit par le candidat à l'aide d'un exposé.

Le candidat a à sa disposition un support écrit en langue luxembourgeoise accompagné d'un questionnaire.

L'épreuve a une durée de 20 minutes pour la préparation et de 15 minutes pour la présentation et l'entretien.

**2) Épreuve de français**

a) Épreuve écrite :

Un texte en langue allemande et accompagné d'un questionnaire en français est soumis aux candidats. Les réponses au questionnaire sont rédigées en français.

L'épreuve a une durée de deux heures.

b) Épreuve orale :

L'épreuve orale consiste en un exposé et un entretien portant sur des sujets présentés aux candidats à l'aide d'un support écrit en langue française accompagné d'un questionnaire.

L'épreuve a une durée de 20 minutes pour la préparation et de 15 minutes pour la présentation et l'entretien.

### **3) Épreuve d'allemand**

a) Épreuve écrite :

Un texte en langue française et accompagné d'un questionnaire en allemand est soumis aux candidats. Les réponses au questionnaire sont rédigées en allemand.

L'épreuve a une durée de deux heures.

b) Épreuve orale :

L'épreuve orale consiste en un exposé et un entretien portant sur des sujets présentés aux candidats sous forme d'un support écrit en langue allemande accompagné d'un questionnaire.

L'épreuve a une durée de 20 minutes pour la préparation et de 15 minutes pour la présentation et l'entretien.

Les sujets présentés aux candidats lors des différentes épreuves sont d'intérêt général.

Des dictionnaires et des grammaires sur support écrit peuvent être consultés lors des épreuves écrites et pour la préparation des épreuves orales, mais non lors des épreuves orales.

**Art.2.-** Les épreuves décrites ci-dessus s'adressent aux candidats à la fonction de professeur et à la fonction de professeur d'enseignement technique.

Luxembourg, le - 2 NOV. 2022

Le Ministre de l'Éducation nationale,  
de l'Enfance et de la Jeunesse,



Claude MEISCH

# **Exemples d'épreuves**

**ALLEMAND – A1/A2 – EPREUVE ECRITE**

*Date de l'épreuve : 9 novembre 2022*

*Durée de l'épreuve : 2 heures*

**Anxiété scolaire, l'autre pandémie**

**L'Obs / Par Clément Lacombe / publié le 24 août 2022**

Le Covid et ses confinements successifs ont amplifié de façon considérable un phénomène latent : la nette dégradation de la santé mentale des adolescents ces dernières années. Un état de délabrement qui transparaît aussi bien dans les données compilées par Santé publique France, chargée d'assurer la veille épidémiologique, que dans les témoignages de quantité de professionnels, qui racontent des services de pédopsychiatrie complètement débordés par l'afflux de jeunes gens. Un problème majeur de santé publique, qui se nourrit aussi bien du repli sur soi imposé par la pandémie que de la fragilisation des rapports intrafamiliaux, de la surexposition sur les réseaux dits sociaux que de la peur d'un avenir forcément dégradé. C'est un aspect méconnu de ce « grand mal-être » que « l'Obs » a choisi de porter à sa une cette semaine : l'anxiété scolaire, qui touche un nombre croissant de lycéens et de collégiens.

Pour ces jeunes gens, la peur de la mauvaise note, la crainte de ne pas suivre le rythme imposé, de ne pas décrocher l'orientation rêvée ou l'établissement fantasmé peuvent se transformer en stress, en anxiété, voire en phobie. Notre enquête révèle comment les pensées suicidaires progressent chez les élèves (souvent chez les bons, voire les très bons). Comment certains deviennent abonnés à l'infirmerie de leur établissement. Ou comment un nombre croissant d'entre eux tentent de continuer à étudier avec des horaires aménagés. Si le nouveau ministre de l'Education nationale, Pap Ndiaye, fait du « bien-être » des élèves une de ses priorités, le phénomène est longtemps resté impensé – il n'est d'ailleurs toujours pas possible d'obtenir de la Rue de Grenelle des statistiques précises, par exemple sur les demandes d'aménagements d'horaires.

Face à cette angoisse, chacun peut être tenté de trouver la confirmation de ce qu'il dénonce par ailleurs. Les opposants à la réforme du baccalauréat – qui a supprimé les classiques sections S, ES et L – y verront par exemple la preuve que la liberté octroyée aux lycéens pour choisir le contenu de leur scolarité est trop importante, et donc déstabilisatrice plutôt qu'émancipatrice. Mais cette inquiétude profonde et diffuse est aussi le révélateur d'un dysfonctionnement massif du système éducatif et du rôle qu'on lui attribue. C'est l'indice d'une peur aussi vieille que généralisée, celle d'une société bloquée, sans mobilité possible, où la place de chacun est assignée dès l'école – quand ce n'est pas dès la naissance –, sans parcours alternatif possible, et où tout est joué à 20 ans. C'est le symptôme d'un système scolaire devenu l'un des plus inégalitaires de tous les pays développés (un constat répété encore et encore par l'OCDE), avec ses « ghettos » de riches

et ses « ghettos » de pauvres, ses écarts de niveaux béants et l'énergie folle déployée par certains parents – surtout les plus aisés – pour contourner la carte scolaire, quitte à se ruer dans le privé.

L'anxiété scolaire, c'est également le creuset d'une société obnubilée par le diplôme – dans quel autre pays glisse-t-on sous le nom du défunt, dans les avis de décès, son passage par telle ou telle grande école ? C'est la conséquence, aussi, d'un système éducatif qui ne laisse que peu de place à l'erreur et stigmatise l'échec, où se tromper est humiliant, ce qui nourrit en retour de l'angoisse et donc provoque de... l'échec. Voilà plus de deux mille cinq cents ans, Lao-tseu jugeait pourtant que « *l'échec est le fondement de la réussite* ». Il ne serait pas inutile de l'écouter. Et ainsi tenter d'enrayer enfin le sacrifice de générations entières.

(581 mots)

---

**I. Aufgabenstellung zum Text**

Fassen Sie den Inhalt des Textes in eigenen Worten zusammen. (+/- 300 Wörter) (10 P.)

**II. Textübergreifende Frage**

Welche Rolle und welche Wichtigkeit messen Sie der Schule für das psychische und physische Wohlergehen der Schüler zu? Argumentieren Sie. (Minimum: 300 Wörter) (10 P.)

**FRANCAIS – A1/A2 – EPREUVE ECRITE**

*Date de l'épreuve : 11 novembre 2022*

*Durée de l'épreuve : 2 heures*

## Mehr Aufmerksamkeit für die Leiter !

**Zeit Online / Par Jochen Schnack / publié le 30 octobre 2022**

Die Kultusminister haben viel getan, um die Bedingungen von Schule und Unterricht deutschlandweit zu vereinheitlichen: Die Bildungsstandards legen gemeinsame Anforderungen für den Fachunterricht fest, es gibt Leitlinien für die Lehrerbildung und für das digitale Lernen. Einen Bereich aber hat die Politik bei alldem ausgespart: Es fehlt ein Leitbild für die Schulleitungen.

Das ist erstaunlich. Denn die Bildungsforschung ist sich zwar selten einig, aber in folgendem Punkt sind die Befunde recht eindeutig: Die Schulleitungen spielen die entscheidende Rolle, wenn es darum geht, unsere Schulen zu modernisieren. Sie müssen diesen Wandel nach innen und außen gestalten. Sie bestehen im Idealfall aus fähigen Pädagogen und Pädagoginnen und guten Führungskräften zugleich; sie motivieren und schaffen Vertrauen, sorgen für klare Ziele – und überprüfen, ob diese auch erreicht werden. Von ihrer Kompetenz und Überzeugungskraft hängt es ab, ob es gelingt, den Innovationsrückstand an deutschen Schulen aufzuholen – und allen Schülern angemessene Bildungschancen zu gewähren.

Weil die Schulleitungen so wichtig sind, müssen sich alle Bundesländer für diese Berufsgruppe auf ein gemeinsames Leitbild verständigen. Das Leitbild sollte Aufgaben präzise beschreiben und Anforderungen für geeignete Bewerberinnen und Bewerber definieren. Gleichzeitig böte es einen Rahmen für die Aus- und Fortbildung von Schulleitungen, die es – man glaubt es kaum – bis heute nicht in allen Bundesländern gibt.

Auf der Grundlage eines solchen Leitbildes sollte Führungsnachwuchs schon früh identifiziert und mit Aufgaben herausgefordert werden, in denen Leitungskompetenzen gefragt sind. Das kann bereits in der Berufseingangsphase geschehen, also in den ersten Jahren nach dem Referendariat. Unterstützen können dabei Mentoren, auch Hospitationen bei erfahrenen Führungskräften sollten häufiger möglich werden. Es geht sogar noch früher: Warum etwa bieten die Universitäten das Thema "Leadership" nicht schon im Masterstudium an – zumindest für jene angehenden Lehrkräfte, die sich ein größeres Engagement über den eigenen Unterricht hinaus vorstellen können?

Die Professionalisierung der Schulleitungen dürfte mit einer solchen Ausbildung aber nicht aufhören. Auch wer eine Schule führt, sollte immer noch etwas hinzulernen können. Was sich

bewährt hat, sind vor allem Fortbildungsangebote mit Praxisanteilen sowie Angebote für das gesamte Schulleitungsteam.

Allein können Schulleitungen ihre komplexen Aufgaben nicht bewältigen, sie bestehen nicht aus Übermensch. Sie brauchen Unterstützung in der Verwaltung und bei allem Digitalen. Je nach Größe der Schule sind eigene Stellen für einen IT-Administrator sowie eine angemessene Ausstattung mit qualifiziertem Verwaltungspersonal unabdingbar. Es kann nicht sein, dass mancher Schulleiter mehr Zeit damit verbringt, Förderanträge zu stellen, Baumaßnahmen zu planen oder Corona-Tests zu organisieren, als sein Kollegium pädagogisch voranzubringen.

(395 mots)

---

**I. Question de compréhension**

Dégagez les idées centrales de cet article en utilisant +/- 200 mots. (10 points)

**II. Question d'analyse**

« Sie [Schulleitungen] bestehen im Idealfall aus fähigen Pädagogen und Pädagoginnen und guten Führungskräften zugleich » - Partagez-vous ce point de vue ? Défendez votre point de vue en utilisant +/- 300 mots. (10 points)

**LUXEMBOURGEOIS – A1/A2 – EPREUVE ECRITE**

*Date de l'épreuve : 11 novembre 2022*

*Durée de l'épreuve : 2 heures*

Consigne	Aufgabenstellung
<u>Choix</u> : Traduisez le texte suivant en langue allemande <u>ou</u> en langue française.	<u>Auswahl</u> : Übersetzen Sie den nachfolgenden Text in die deutsche <u>oder</u> in die französische Sprache.

**Wéi vill Geld brauch e jonke Mënsch zu Lëtzebuerg fir selbststänneg ze liewen? Bréif un e jonken Independant**

**Gaston TERNES / rtl.lu / 8. Juli 2022**

Du bass jonk an hues - nom politesch kloer affichéierte Wëllen - no engem Master-Studium am Ausland dech selbstänneg gemaach. Du hues dech eropgeschafft a kënns elo am 3. Joer op ee Brutto Joresakommes vu ronn 45.000 Euro, oder 3.750 Euro am Mount. Du gehéiers domadder zu Lëtzebuerg zur Mëttelschicht! Du hues op dee Montant obligatoresch sozial Cotisatiounen ze leeschten, fir deng Pensioun, Krankeversécherung, Assurance-dépendance an Accident, am Ganze 24,63% oder a Suen ausgedréckt: 924 Euro pro Mount. Et bleiwen Dir also 2.826 Euro pro Mount, oder och net...

Du hues Steieren ze bezuelen. Dat si 5.226 Euro pro Joer, woubäi nach 2,5% oder 365 Euro als Bäitrag un de Fonds de l'emploi dobäikommen. Also am Ganze 5.591 Euro pro Joer oder 466 Euro de Mount. Weess du, dass d'Steiertabell esou gestaffelt ass, dass de marginalen Taux ëm 45.000 Euro schonn no beim Maximum ass? Et bleiwen Dir pro Mount nach 2.360 Euro, oder och net...

Däin Universitëtsstudium bréngt mat sech, dass du während den éischten 10 Joer, 640 Euro pro Mount un deng Bank zeréckbezuele muss, fir ee Prêt, deen de Staat Dir zur Verfügung gestallt hat. Et bleiwen Dir also pro Mount 1.720 Euro, oder och net...

Fir deng Wunneng, bezils du e Loyer vun 1.250 Euro an 250 Euro Chargen, eigentlech moderat, wann ee gesäit, wat op deem Marché zu Lëtzebuerg lass ass. Et bleiwen Dir also pro Mount fir ze liewen 220 Euro. D'Fro, op en Auto fir deng professionell Deplacementer zeréckzegräifen, stellt sech aus verständleche Grënn net. Du muss Opträg ofsoen, well s du net an enger verstänneger Zäit vun A op B kënns. Fir z'iessen an ze drénken hues du ronn 18 Euro den Dag! Un eng Assurance bei der Mutualité des Employeurs – eng Cotisatioun vu Minimum 1,13% vun dengem Brutto-Akommes - fir dass Du net eréischt de 77. Dag am Fall vu Krankheet oder Accident entschiedegt gëss, ass guer net ze denken!

Léiwe jonken Independant! Ech dreemen dovun, dass mir Deputéierter hunn, déi fir däi Problem séier aktiv ginn. Wéi wär et mat folgender Léisung: Déi sozial Cotisatiounen an d'Steiere gi während den 10 éischte Schaffjoren nëmmen op 50% vun dengem Brutto-Akommes opgehewen. Des Kéier wär d'Begrënnung net déi, wéi fir d'Deputéiert, et wär eng Kompensatioun, dass du an eisem Land dezent liewe kéints.